



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION DE
L'AMÉNAGEMENT ET
DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Cergy-Pontoise, le

Bureau de
l'Environnement

AC

LE PREFET DU VAL D'OISE

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;
- VU le décret modifié n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement notamment son article 10 ;
- VU la demande en date du 19 mai 2000, par laquelle la Société DAIMLER CHRYSLER FRANCE, a sollicité l'autorisation d'exploiter sur le territoire de la commune de GONESSE, une installation de stockage de matières, produits ou substances combustibles dans un entrepôt couvert ;
- VU l'étude d'impact, plans et renseignements produits à l'appui de la demande ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2000 portant ouverture d'enquête publique d'un mois du 29 janvier 2001 au 1^{er} mars 2001 sur la demande susvisée ;
- VU le registre d'enquête ouvert dans la commune de GONESSE ;
- VU le certificat de publication et d'affichage établi par la commune de GONESSE en date du 02 mars 2001 ;
- VU les délibérations du conseil municipal de GONESSE des 31 janvier et 13 décembre 2001 ;
- VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 31 mai 2001 ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du 11 janvier 2001 ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 janvier 2001 ;

- VU l'avis de Monsieur l'architecte des bâtiments de France en date du 17 janvier 2001 ;
- VU l'avis de Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi, et de la formation professionnelle en date du 25 janvier 2001 ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement en date du 30 janvier 2001 ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 31 janvier 2001 ;
- VU l'avis du Président du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en date du 26 février 2001 ;
- VU l'avis de Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de SARCELLES en date du 11 juillet 2001 ;
- VU les arrêtés préfectoraux en date des 02 octobre, 02 février, 02 juillet 2002, 02 février, 02 mai, 02 octobre 2003, 02 janvier, 02 avril, 02 juillet, 02 octobre 2004 fixant une prolongation de délai pour permettre de statuer sur la demande susvisée ;
- VU la tierce expertise du Cabinet ISMA.TCD en date du 24 février 2003 ;
- VU le rapport de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France en date du 16 novembre 2004 ;
- VU l'avis défavorable formulé par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 30 novembre 2004 ;
- VU la lettre préfectorale en date du 09 décembre 2004 adressant le projet d'arrêté et les prescriptions techniques à la Société DAIMLER en lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;
- **CONSIDERANT** que le délai laissé à l'exploitant s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;
- **CONSIDERANT** que le risque principal est l'incendie et ses conséquences associées ;
- **CONSIDERANT** que le demandeur n'explicite pas les moyens de limiter la densité de charge calorifique de cet entrepôt et que le scénario d'incendie défini par DAIMLER CHRYSLER FRANCE ne prend pas en compte les portes des quais de chargement ainsi que toute la surface de l'entrepôt ;
- **CONSIDERANT** que les zones de danger ont donc été sous-estimées et que l'étude de dangers présente dans le dossier de demande d'autorisation a été invalidée par la tierce expertise ;

- **CONSIDERANT** qu'au regard du rapport de tierce expertise, qui prend en compte des hypothèses plus strictes que l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation, il est évident que les entreprises voisines sont impactées par les flux 5 kW/m^2 , y compris sur leurs bâtis ;

- **CONSIDERANT** que la proximité d'une station-service et les conséquences d'un incendie et de la propagation du feu à une telle installation, pourraient représenter un risque inacceptable.

- **CONSIDERANT** de plus que la route nationale 17 est impactée par le flux de 5 kW/m^2 sur les deux voies sur une distance dépassant 150 m.

- **CONSIDERANT** que la zone d'effets liés à l'opacité des fumées n'est pas mentionnée, ni dans le dossier de demande d'autorisation, ni dans le rapport de tierce expertise ; que cependant en cas d'incendie, le dégagement de fumées serait susceptible d'impacter d'une part le trafic routier de la nationale 17 et d'autre part le trafic aérien local ;

- **CONSIDERANT** qu'aucun chiffre estimatif du trafic routier induit par l'activité n'est mentionné ;

- **CONSIDERANT** qu'aucune mesure de limitation des rejets atmosphériques de la chaufferie n'est mentionnée par le demandeur ;

- **CONSIDERANT** le risque que pourrait représenter une installation conçue en ces termes ;

- **SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise :

ARRETE

Article 1^{er} : La demande d'autorisation déposée par la Société DAIMLER CHRYSLER FRANCE, pour exploiter à GONESSE au 23, rue Gay Lussac, une installation de stockage de matières, produits ou substances combustibles dans un entrepôt couvert, est rejetée.

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L-514-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de GONESSE pendant une durée d'un mois. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Une copie de cet arrêté sera déposée aux archives de la mairie de GONESSE et maintenue à la disposition du public.

En outre, un avis relatif à ce rejet sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'environnement susvisé, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Cergy-Pontoise 2, 4 boulevard de l'Hautil B.P 322 - 95 027 CERGY-PONTOISE Cédex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, Monsieur le maire de GONESSE ainsi que Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le - 4 JAN. 2005

Pour le Préfet du Val d'Oise
Le Secrétaire Général

Marc VERNHES